



Accueil
Inflation
Emploi
Immobilier
France
Economie
Défense
Ce Site

Demandez une démo

Eurécia

Ouvrir

1

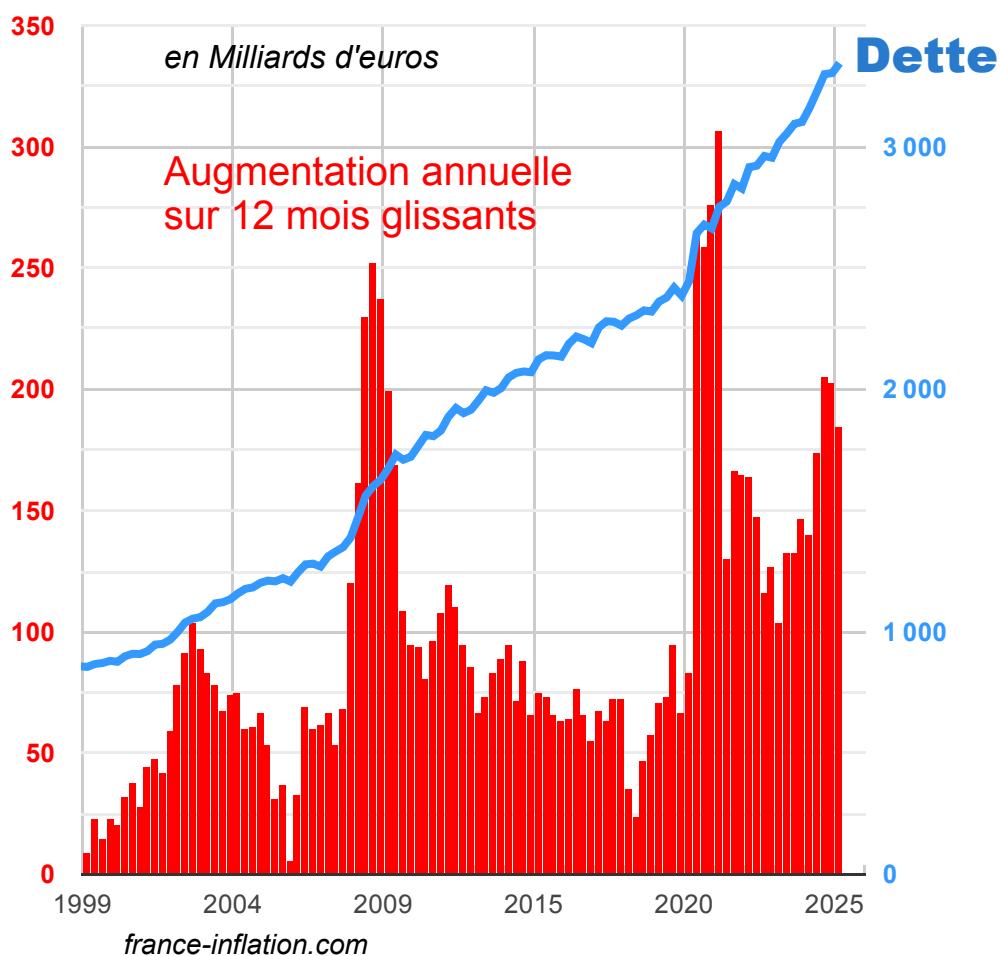
Calculateur Inflation

Mutuelle Senior dès 17€ / mois

Cette nouvelle mutuelle fait économiser jusqu'à 829€/an aux retraités.

La dette de la France est de 3346 Milliards à Mars 2025

Evolution de la dette de la France depuis 2000.



Augmentation en rythme annuel (dernier trimestre connu - même trimestre année précédente).

Dette en pourcentage du PIB :

2000	2005	2010	2015	2019	2020	2021	2022	2023	2024
59.7	68.2	86.3	96.9	98.1	114.8	112.7	111.2	109.9	113



Très concrètement, la charge de la dette va s'élever à 54 Milliards en 2025, ce qui en fait un des premiers postes de dépense de l'Etat.

Avant la Pandémie de 2020, le rythme d'augmentation de la dette était inférieur à 80 Milliards par an.

En 2020, la dette a augmenté de 276 Milliards du fait de la mise à l'arrêt total de l'activité en France décidée par M. Macron, et en même temps du paiement de cette inactivité.

Depuis, la dette a continué à augmenter de manière incontrôlée, 165 Milliards en 2021, 127 Milliards en 2022, 148 Milliards en 2023, 203 Milliards en 2024.

Depuis début 2017, la dette a augmenté de 1 100 Milliards d'euros.

C'est une véritable fuite en avant.

Les gouvernements successifs laissent filer les dépenses, tout en augmentant un peu plus faiblement les prélèvements obligatoires déjà très élevés, ceci afin de ne pas trop mécontenter les Français.

Mai cela revient de fait à augmenter les impôts, de manière cachée, car on emprunte pour équilibrer les budgets, et les emprunts ne sont pas gratuits.

Seul, en couple de 5! ans et +

Faites de vraies économies: jusqu'à 392€ par an parmi nos 200 Offres d'assurance santé



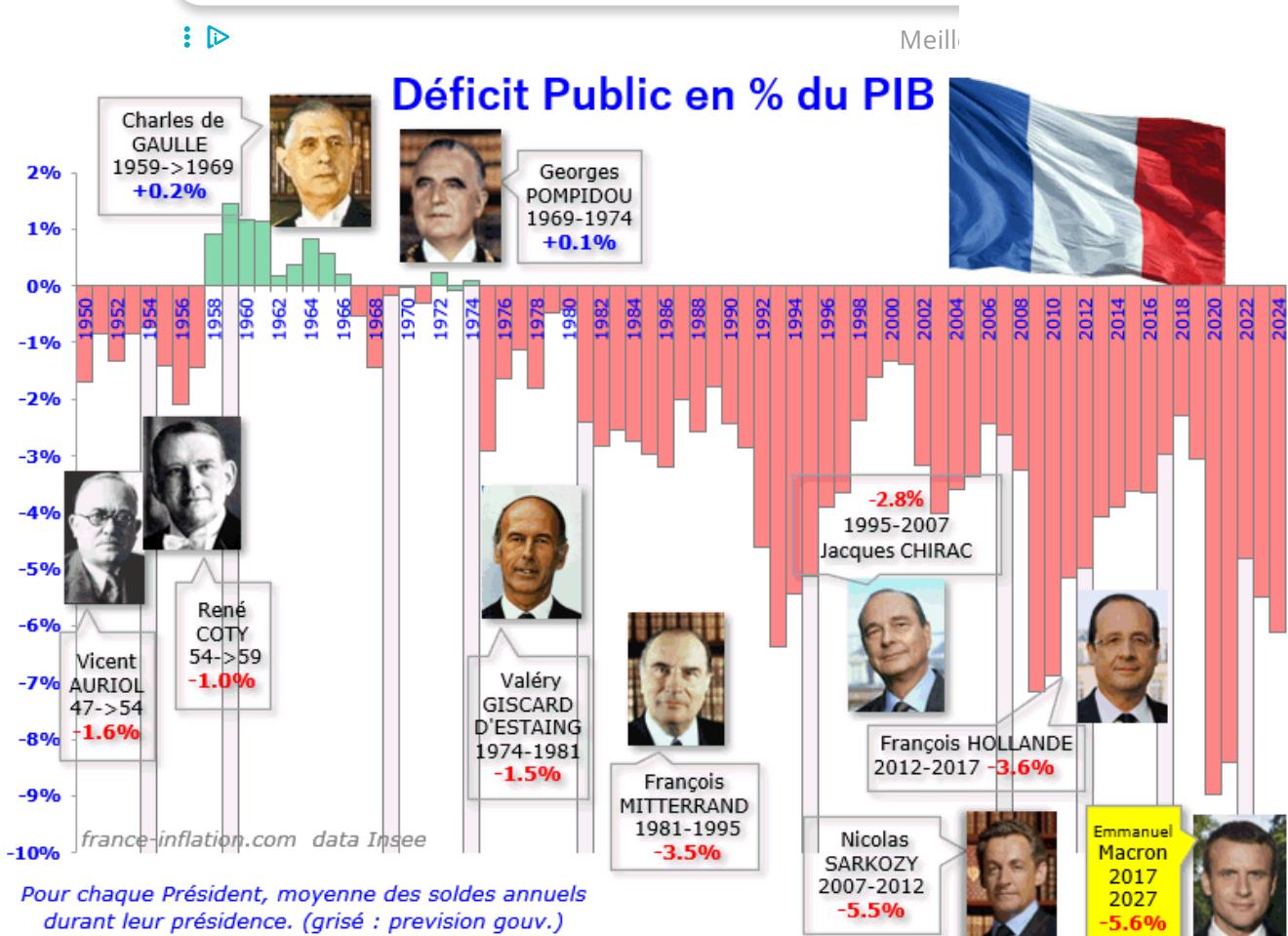
Meilleur

Pour sortir de cette situation, il faudrait enfin avoir le courage de réduire les dépenses. Et avoir une vision d'investissement long terme stable et ambitieuse, dont les priorités seraient partagées par tous les Français.

Pour l'instant, ce n'est pas vraiment ce qui est proposé, ce qui n'est pas fait pour donner confiance aux investisseurs.

Seul, en couple de 5! ans et +

Mutuelles Spéciales Senior: 200 formules comparées et 250 experts pour vous accompagner !



Charles De Gaulle et Georges Pompidou ont géré la France avec des budgets à l'équilibre ce qui est exemplaire.

Mais depuis 1975, tous les budgets de l'Etat sont en déficit.
Ceci sous 2 présidences socialistes, 3 de droite et 1 du centre.

Les mandats se sont terminés avec des dépenses augmentées, des impôts augmentés, des déficits de plus importants et en conséquence une dette qui s'emballe

Depuis 1975, être en déficit a été utilisé comme un moyen de gestion normal, une source d'argent facile, et en conséquence **la dette est passée de 21% du PIB début 1981 à 113% fin 2024.**

Ceci nous a permis de vivre au-dessus de nos moyens pendant 45 ans, mais on comprend bien que l'on ne peut continuer ainsi pendant des décennies encore.

Mais quel est finalement l'inconvénient d'une dette élevée ?

Après-guerre, nous avons connu une dette hors de contrôle, ceci nous a demandé des mesures drastiques pour la juguler.

Ce qui a marqué nos dirigeants jusqu'en 1980, avec une dette contenue entre 10% et 20% du PIB.

Le premier inconvénient est la charge de la dette.

En 2025 elle est prévue à 54 Milliards, ce qui en fait un des premiers postes de dépense de l'Etat.

C'est une somme très importante, qui part en rémunération des investisseurs, en partie étrangers, et non en services pour les Français.

Une autre inconvénient est notre dépendance aux investisseurs, en partie étrangers.

Une dette élevée et qui ne semble pas vraiment sous contrôle ajoute du risque aux investisseurs, et il faut augmenter leur taux de rémunération pour les attirer.

Sachant que nous devons emprunter plus de 300 Milliards en 2025, une part pour combler le déficit prévu, et une autre part pour renouveler les emprunts qui arrivent à échéance cette année.

Nous dépendons donc de ces derniers pour garder nos finances à flot.

Et les taux d'intérêts vont plutôt continuer à augmenter, la charge annuelle de la dette va suivre.

On ne peut pas sérieusement imaginer aujourd'hui revenir au taux d'endettement de 1980, nous avons bénéficié du passage de notre dette de 20% à 113% du PIB, tant mieux pour nous.

Malheureusement, nous arrivons au bout de cela, il faut maintenant stabiliser la dette pour le moins.

Et pour cela, il faut réduire les dépenses, arrêter de vivre au-dessus de nos moyens, ce qui peut être difficile après toutes ces années.

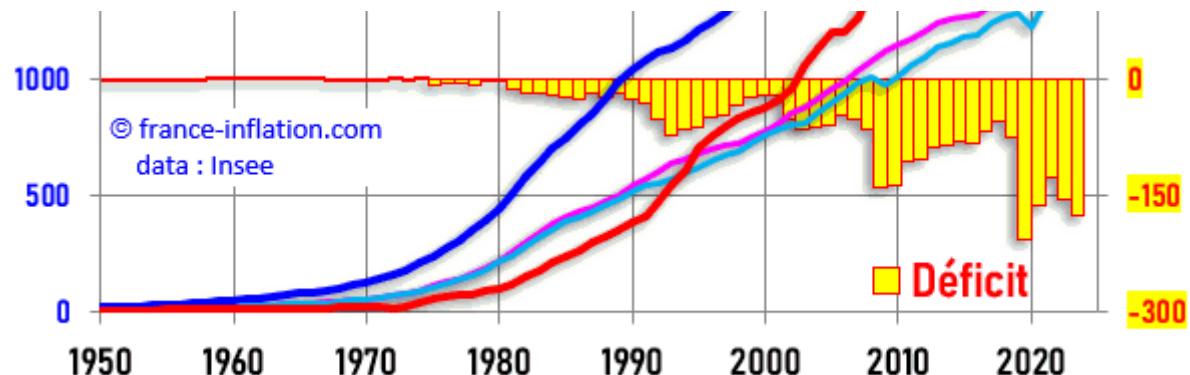
Mais il n'y a pas de miracle en économie, l'argent gratuit n'existe pas, le quoiqu'il en coûte fini toujours par une facture amère.

Sauf en cas de banqueroute bien sûr, là les dettes passent par pertes et profits, mais cela est inimaginable pour un pays tel que la France du fait de son poids économique.

Enfin, à priori.

La dette franchit les 3250 Milliards d'euros en 2024





DETTE PUBLIQUE DE LA FRANCE

La dette publique de la France a atteint 3228 Milliards à T2 2024.

Elle est supérieure au PIB depuis début 2020 et arrive maintenant à 112% du PIB.

Elle représente 47 200 euros par Français.

La dette est due aux dépenses de l'Etat qui sont systématiquement supérieures aux recettes depuis 50 ans.

Chaque année les budgets de l'Etat sont en déficit, et ces déficits sont même de plus en plus importants.

A chaque nouvelle crise, ils sont de plus en plus prononcés et ensuite il n'y a jamais de retour à l'équilibre

Les recettes, constituées par des Impôts et Taxes, ont été fortement augmentées, mais cela ne suffit pas à combler les dépenses.

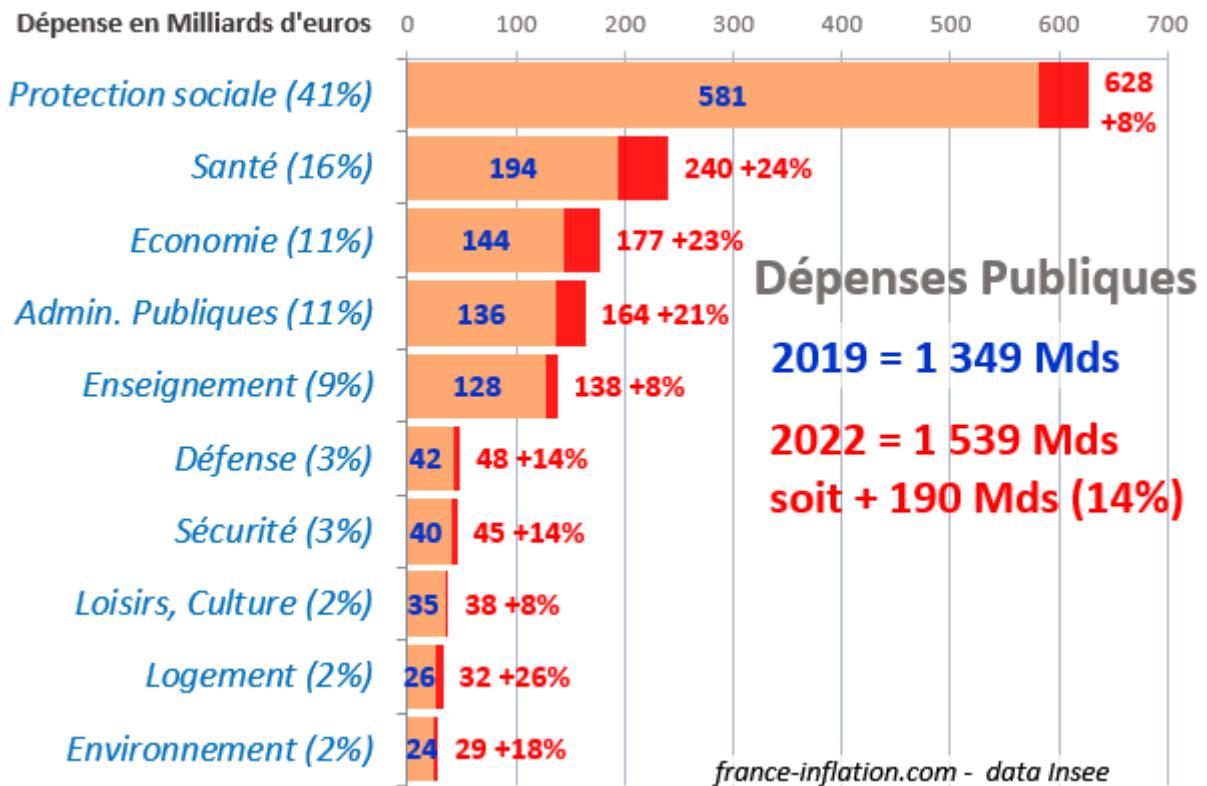
Rien que pour 2024, l'Etat va dépenser 160 Milliards de plus que l'ensemble des recettes !

[Chiffres détaillés Insee](#)

Dépenses de l'Etat par fonction

derniers résultats connus 2022 (2023 sera connu fin 2024 mais il va être pire que 2022)





Les dépenses de l'Etat augmentent plus vite que le PIB ne croît.
de 2019 à 2022: Croissance PIB 8%, augmentation des dépenses 14%

Aides Panneaux Solaire 2025

Profitez des Aides de l'Etat Pour Vos Panneaux Solaires.
Votre Maison en auto-consommation



Ma Prime Pa

- Les dépenses de santé explosent avec +46 Mds soit +24%
- L'économie et finances suit de près avec +33 Mds soit +23%
- Les Administrations augmentent de +28 Mds soit +21%

de 2019 à 2024: Croissance PIB 19%, augmentation des dépenses 25%



Depuis les dépenses de l'Etat dérivent par rapport à 2019 et ses 1 349 Mds:
 2020: 1 430 Mds, 2021: 1 491 Mds, 2022: 1 539 Mds, 2023: 1 607 Mds, 2024: vers 1 680 Mds

Les dépenses de l'Etat seront passées de 1 349 Mds à près de 1680 Mds soit +25%.

Côté PIB, entre 2019 et 2024, il devrait progresser de 19% pour arriver à 2 900 Mds.

Pour ne pas augmenter plus vite que le PIB, les dépenses ne devraient pas dépasser 1 605 Mds.

L'Etat dépense donc près de 75 Mds de trop par an.

Les dépenses augmentent plus vite que le PIB, sans véritable stratégie d'investissement.

L'Etat dépense trop.

Et il le fait en cachant les choses car, comme il n'ose quand même pas augmenter les impôts déjà très élevés, il emprunte et endette la France pour combler les déficits.

Il utilise le subterfuge de l'impôt différé pour mystifier les Français.

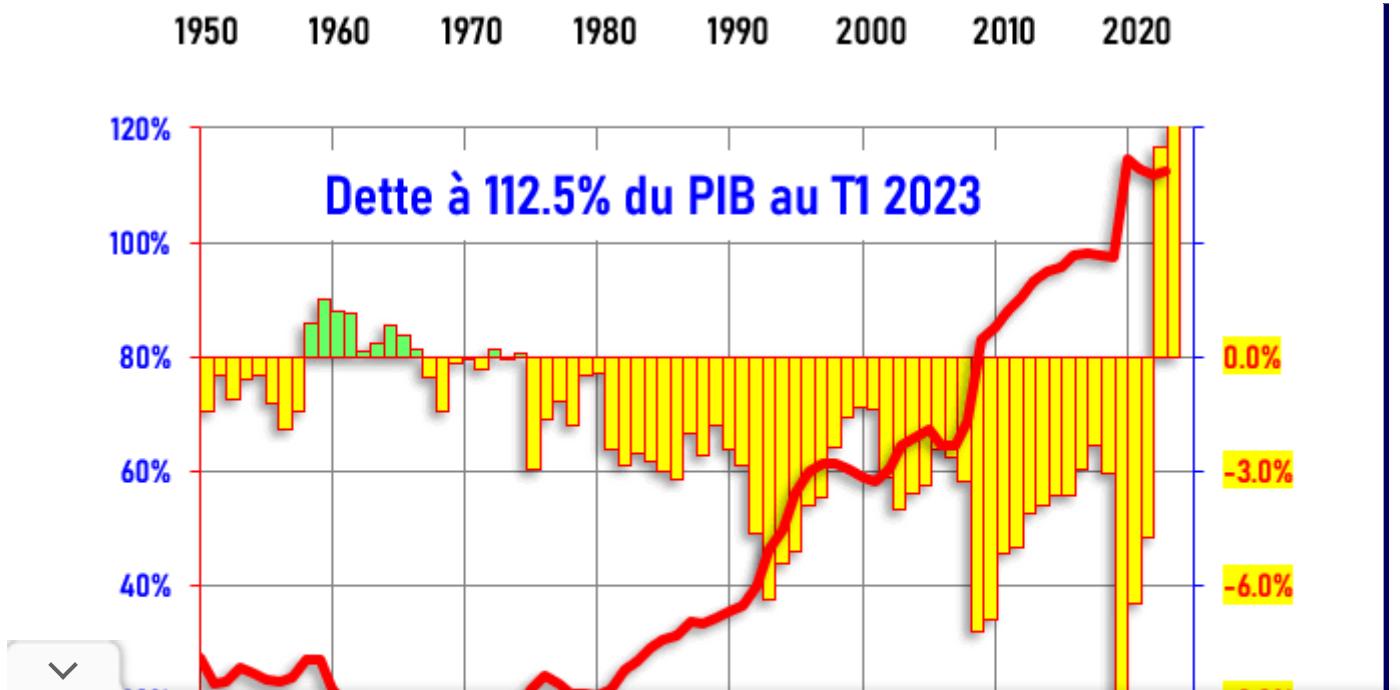
Pour cerner les dérives de dépense, l'analyse par fonction est très appréciable.

Elle est disponible jusqu'à 2022, 2023 ne sera connue que fin 2024.

Entre 2019 et 2022, le PIB a augmenté de 8%, les dépenses de 14%, même dérive donc.

Tous les postes de dépense sont au-dessus de la croissance du PIB, à part la protection sociale, l'enseignement et la culture.

Alors que le parlement est sans majorité même relative et qu'il nous faire des économies drastiques dans les dépenses de l'Etat, il serait bien d'analyser ces dérapages et surtout de les corriger, plutôt que de les entériner de fait en augmentant les impôts.



DETTE EN % DU PIB

Depuis les années 70, le ratio dette sur PIB est en augmentation, car la dette augmente plus vite que le PIB.

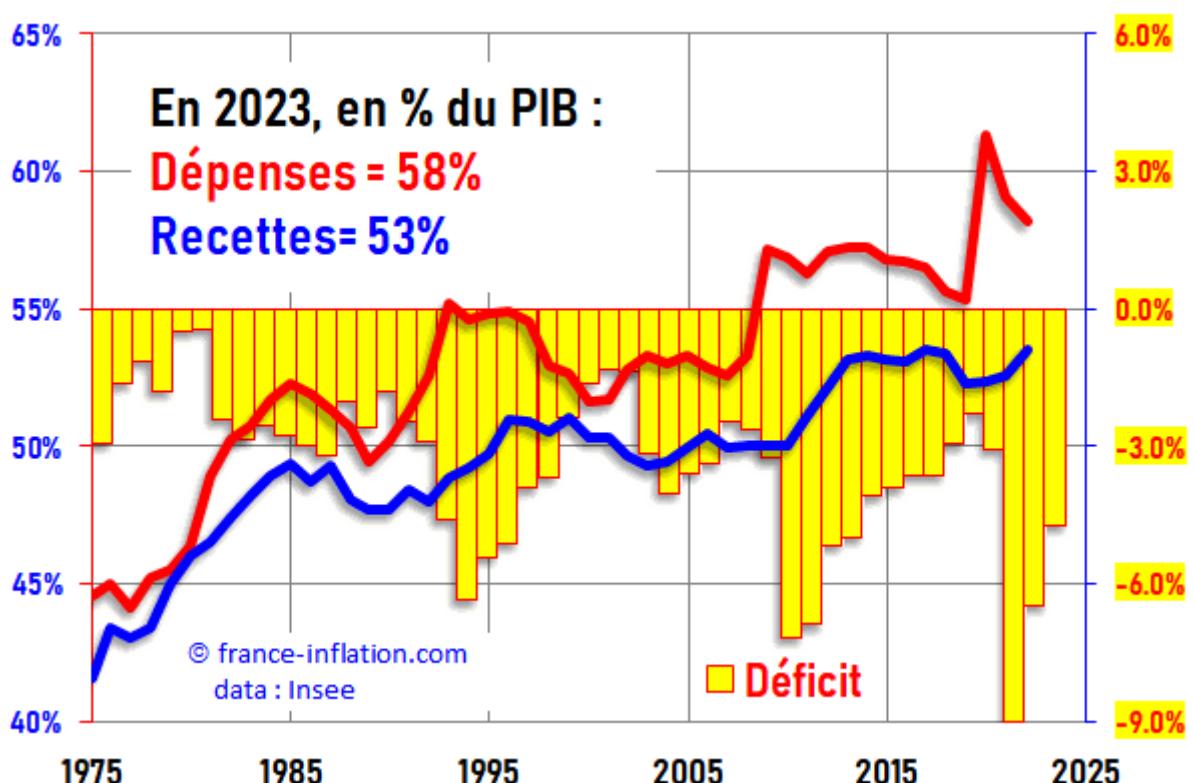
Après un record provisoire 114.7% fin 2020, elle représente 112% du PIB au T2 2024.

Elle est alimentée par le déficit du budget de l'Etat qui a atteint 9% fin 2020, battant tous les précédents records.

Pour 2024, le gouvernement prévoit un déficit de 6%, ce qui sera comme 2023 et toujours loin des 3% réputés comme maximum à viser.

Avec les taux d'intérêt qui ont nettement augmenté, la charge de la dette s'alourdit doublement.

Pour 2023 elle était prévue égale à 51.7 Milliards d'euros.



Dépenses et Recettes de l'Etat

Les dépenses de l'Etat ont été de 1536 Mds en 2022, représentant 58.2% du PIB, après une pointe à 61.3% en 2020.

Elles sont en forte augmentation depuis 50 ans, passant de 45% à près de 60%.

Les recettes ont été de 1412 Mds en 2022.

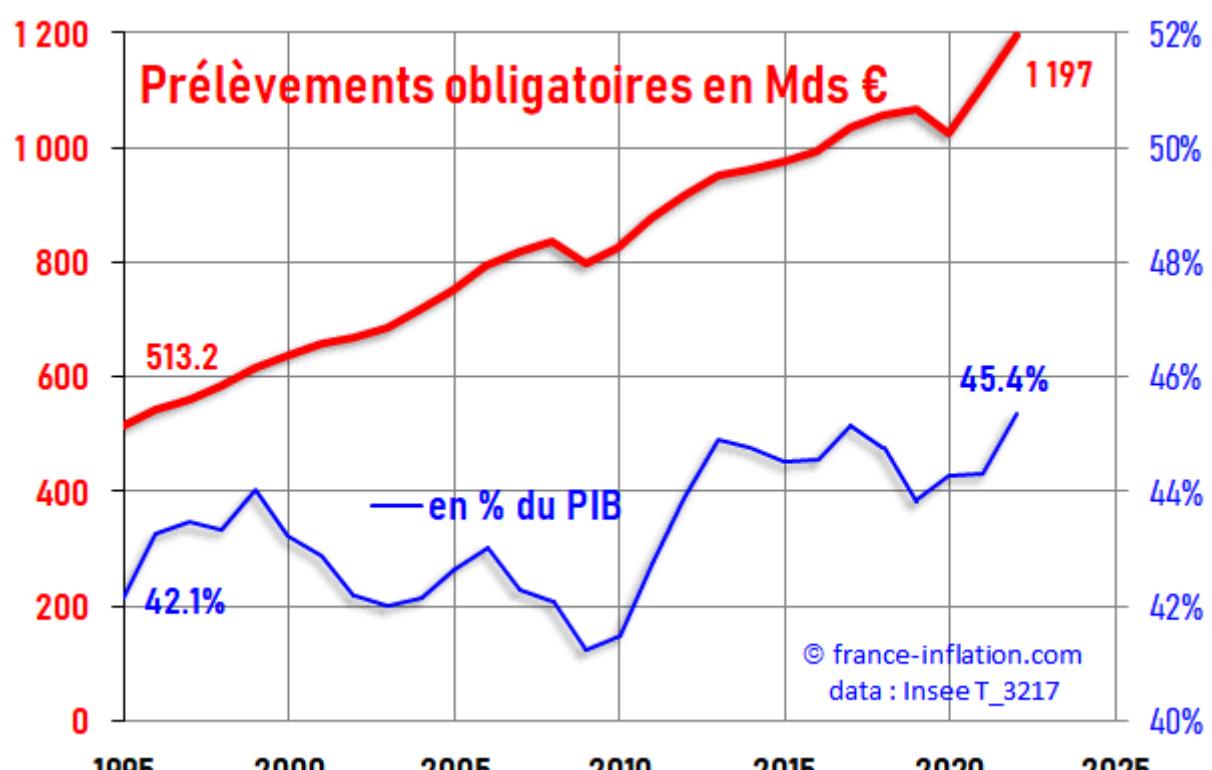
Ce sont principalement les Impôts et Taxes pour 1197 Mds.

Le complément concerne les revenus de production de l'Etat.

Ces recettes sont en forte augmentation, mais sans jamais suffire à couvrir les dépenses. En 2022, l'état a dépensé près de 125 Mds en plus de ses recettes

Comment résoudre le fort déficit actuel, réduire enfin la dette, ceci sans augmenter l'impôt ? Réduire les dépenses ? ... ce n'est pas la tendance depuis 50 ans.

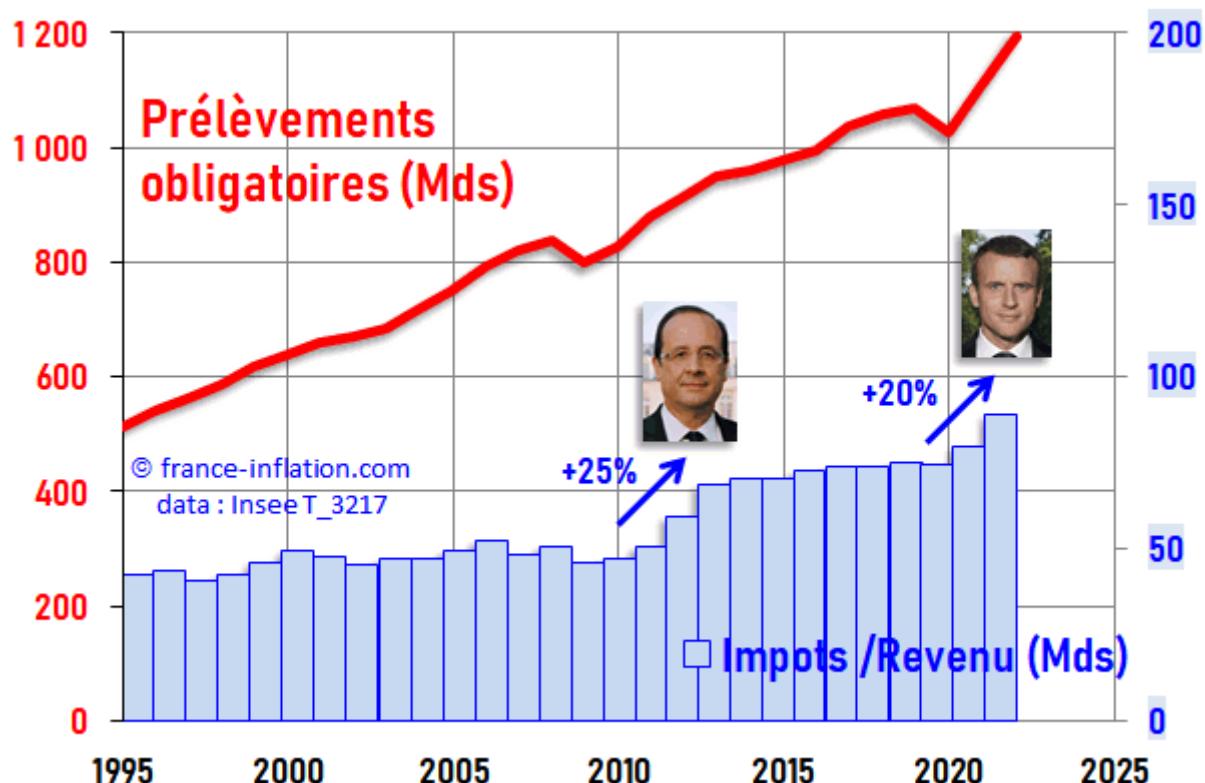
Prélèvements obligatoires depuis 1995



nt passés de 500 Mds à 1200 Mds collectés par an (x2.4)

Cotisations sociales	399	33.3%
TVA	200	16.7%
CSG, CRDS, Social	163	13.6%
Impots /Revenu	89	7.4%
Autres taxes	75	6.3%
Impots /Société	60	5%
Impots sur salaires	51	4.2%
TICPE	30	2.6%
Droits succession	18	1.5%
Tabacs	14	1.2%
Taxe d'habitation	5	0.5%
ISF	2.3	0.2%

...



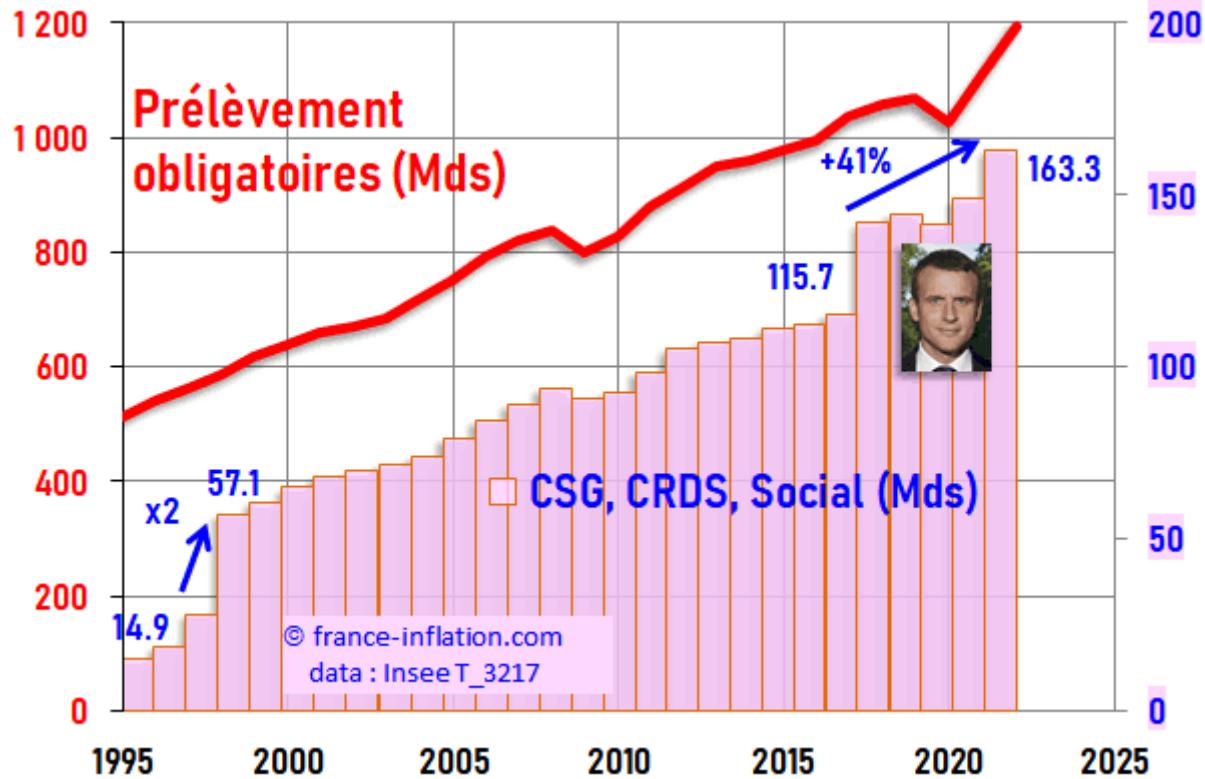
Impôts sur le Revenu

Ils sont passés de 42.6 à 89.1 Mds par an soit plus que doublés (x 2.1)

La plus forte augmentation a été décidée par F. Hollande avec un passage de 59.5 à 74.1 Mds de prélèvement soit +25%.

Et maintenant, E. Macron poursuit les augmentations sous couvert des crises tout en
n'osant pas le faire.

Il devrait être plus large et plus progressif, afin de ne pas créer cette fracture entre Français, sensibiliser la population sur le fait que les biens publics ne sont pas gratuits, même si la contribution est symbolique.



CGS - RDS - Social

Ces cotisations ont été multipliées par 11 depuis 1995.

Sous E. Macron, elles sont passées de 115.7 Mds en 2017 à 163.3 Mds en 2022 soit une augmentation 47.6 Mds (+41%).

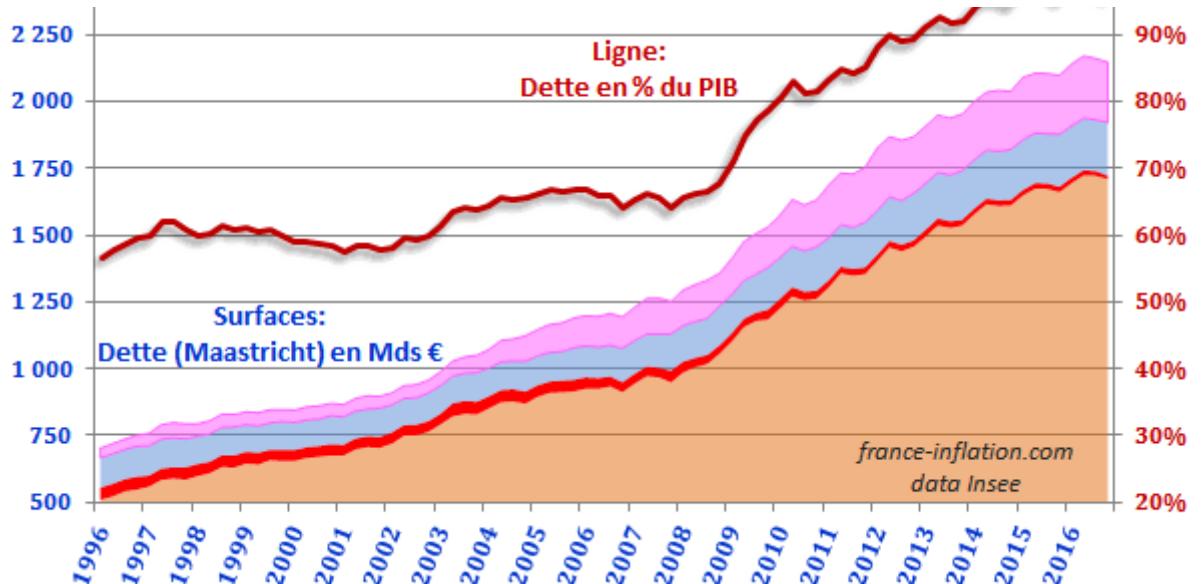
En échange, la Taxe d'habitation commença à être supprimée, l'impôt sur les sociétés et l'ISF furent réduits.

Ces taxes sociales sont devenues une source de revenu très importante au fil du temps, toute proche de la TVA qui elle rapporte 200 Mds d'euros.

Leur assiette est très large : revenus d'activité, pension de retraite, indemnités journalières sécurité sociale, indemnités chômage, revenus du patrimoine et de placement, gains aux jeux, tout est taxé.

Nouveau : [▶ Déficit de la France suivant Président](#)

ssi : [▶ Histoire de la Dette Publique depuis 1800](#)



2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	
Mrs €	1190	1193	1252	1357	1531	1632	1754	1868	1953	2038	2098	2147
% PIB	67.1%	64.4%	64.3%	68%	78.9%	81.6%	85.2%	89.5%	92.3%	94.9%	95.6%	96%

La dette en pourcentage du PIB semble avoir atteint son maximum courant 2016, une décrue devrait intervenir en 2017.

Les taux long terme sont exceptionnellement bas ce qui aide à contenir la dette en allégeant les intérêts à payer.

Les solde public a été contenu mais au prix d'importantes augmentations d'impôts, ce qui est préjudiciable à moyen terme.

Il faut maintenant retrouver un niveau de croissance dynamique afin d'avoir une situation économique plus durable.

BUDGET DE L'ETAT de 2008 à 2016 (Etat + Administrations publiques)

La France continue à dépenser plus qu'elle ne produit.

En 2016 le déficit de l'Etat dans son ensemble s'est élevé à 76.2 Mds € soit 3.4% du PIB.

Milliards d'Euros	2008	2009	2010	2011	2012	moy 5ans	2013	2014	2015	2016	moy 4ans
Dépenses	1058	1101	1128	1152	1186	2.9%	1205	1227	1243	1257	1.5%
Recettes	994	962	992	1047	1086	2.3%	1120	1142	1166	1180	2.1%
Solde final	-63.5	-138.9	-135.8	-105	-100.4		-85.4	-84.8	-76.5	-76.2	
Solde/Recettes	-6.4%	-14.4%	-13.7%	-10%	-9.3%	-11.9%	-7.6%	-7.4%	-6.6%	-6.5%	-7%
↓ %PIB	-3.2%	-7.2%	-6.8%	-5.1%	-4.8%	-6%	-4%	-4%	-3.5%	-3.4%	-3.7%

Les impôts ont encore globalement augmentés, voir le taux de prélevement obligatoire plus bas.

En 2016, le déficit total s'élève à 76.2 Mds d'Euros : nous avons dépensé 6.5% de plus que le total des recettes.

Milliards d'Euros	2008	2009	2010	2011	2012	moy 5ans	2013	2014	2015	2016	moy 4ans
Solde Primaire	-7.4	-92.4	-88.1	-51.3	-46.6	-37.2	-38.4	-32.7	-34.9	-34.9	-34.9
Solde P./Recettes	-0.7%	-9.6%	-8.9%	-4.9%	-4.3%	-6.9%	-3.3%	-3.4%	-2.8%	-3%	-3.1%
Solde P/PIB	-0.4%	-4.8%	-4.4%	-2.5%	-2.2%	-3.5%	-1.8%	-1.8%	-1.5%	-1.6%	-1.7%

Le solde primaire, calculé avant la charge de la dette, est important à connaître : s'il est négatif, cela veut dire que nous continuons à alimenter la dette.

C'est toujours le cas en 2016 avec un déficit de 34.9 Mds d'Euros.

Le dernier décrochage a eu lieu en pleine crise de 2009 avec un déficit primaire que avait plongé de 92 Mds d'Euros.

Sept années plus tard le déficit primaire est toujours trop important pour stabiliser la dette.

On montre que la dette se stabilise lorsque le solde primaire (en % du PIB) est égal à l'écart entre le taux d'intérêt réel et le taux de croissance de l'économie multiplié par le ratio de la dette publique dans le PIB. Pour la France, en 2016:

Taux d'intérêt réel de la dette = 2.6%

Croissance PIB 1.92% (Inflation + volume)

Ratio dette sur PIB 2016 = 96%

Solde primaire stabilisant pour 2013 = $(2.6\% - 1.9\%) \times 96\% = 0.7\% \Rightarrow$ réalisé -3.4% ! Nous donc avons alimenté la dette.

BUDGET DE L'ETAT en 2012 (Etat + Administrations publiques)

En 2012 le déficit de l'Etat dans son ensemble s'est élevé à 98.8 Mds €.

en Milliards d'Euros 2010 2011 2012 prov 2012 / 2011

Dépenses	1095.6	1118.5	1151.1	2.9 %
Recettes	958.3	1012.7	1052.3	3.9 %
Solde	-137.3	-105.8	-98.8	-6.6 %

Le déficit notifié s'élève lui à 98.2 Mds€ après intégration du solde des opérations Swap.

DEPENSES 2012

Les dépenses 2012 ont augmenté de 2.9% contre 2.1% en 2011, c'est donc un mauvais point.

La plus forte augmentation concerne les prestations sociales avec +3.5% soit +17.9 Mds €

Les subventions augmentent de 5,3 % soit +5,6 Mds € dont principalement:

- Prélèvement sur ressources au profit de l'Union Européenne de 1,4 Md€.

- Recapitalisation de Dexia en décembre 2012 pour 2,6 Mds€.

Les consommations intermédiaires augmentent de 4,0 % en 2012 soit +4.3 Mds €, elles sont à surveiller.

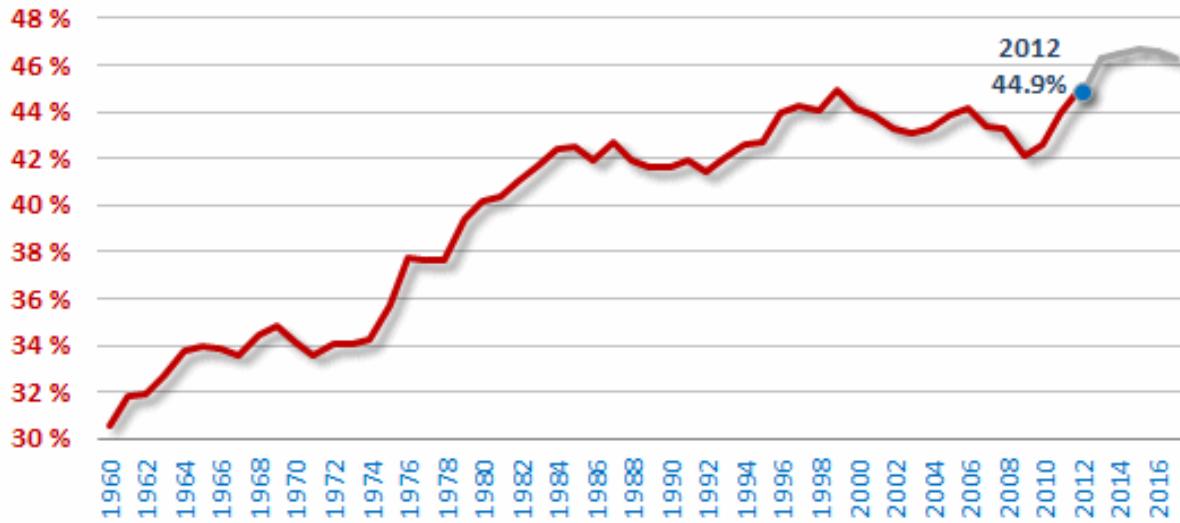
✓ L'augmentation de la masse salariale n'augmente que de 1.9% (+5 Mds €), elle semble sous

Les cotisations sociales **augmentent de 2.9%** soit +9.9 Mds €

Les choix faits par le Gouvernement Socialiste comprennent une forte augmentation des impôts.

En 2012, le taux d'imposition égale le niveau record de 1999 à 44.9% du PIB. Et il va encore augmenter en 2013 pour battre tous les records à plus de 46% (PLF2013).

Historique et Prévisions Taux de Prélèvements Obligatoires



RESULTATS 2012

Le déficit primaire, avant les intérêts de la dette, représente encore 43.7 Mds€, augmentant donc à nouveau la dette. En 2006-2007 le déficit primaire était voisin de 0, ensuite avec la crise de 2009, ce déficit s'envole et il est maintenant difficile à résorber.

Pour réduire la dette, il va falloir passer d'un déficit primaire à un excédent primaire!

Les Intérêts de la dette représentent actuellement une charge de 55.1 Mds€ soit pratiquement la valeur de l'impôt sur le revenu.

en Milliards d'Euros 2008 2009 2010 2011 2012

Besoin de Financement -66.2 -144.4 -137.3 -105.9 -98.8

. dont Intérêt de la Dette -54.6 -47.5 -50.7 -55.5 -55.1

. dont Déficit Primaire -11.6 -96.9 -86.6 -50.4 -43.7

BUDGET DE LA FRANCE ET DETTE EN 2011

Le total des recettes a été de 1014.8 Mds d'Euros soit 5.9% de plus qu'en 2010

Le total des dépenses avant charges de la dette a été de 1063.1 Mds d'Euros soit 1.7% de plus qu'en 2010

Le solde primaire (avant dette) est donc un déficit de 48.3 Mds d'Euros soit 4.8% du total

▼ ecettes

Côté négatif : l'augmentation de la pression fiscale qui atteint des niveaux records.

Ce déficit va être couvert par de nouveaux emprunts, la dette continue donc à être alimentée.

La dette (au sens Maastricht) s'établissait fin 2011 à 1717.3 Mds d'Euros soit 85.% de notre PIB

2010T4 2011T1 2011T2 2011T3 2011T4

Dette 1595,2 1650,0 1696,2 1692,5 1717,3 Mds €

% PIB (*) 82,3% 84,7% 86,3% 85,5% 85,8% (source insee)

[Tableau complet avec historique depuis 1960 au bas de cette page.](#)

DETTE PUBLIQUE, DEFICIT DE LA FRANCE DEPUIS 1950

Depuis 1974, aucun budget de l'état n'a été à l'équilibre.

Les déficits ont plutôt tendance à s'accentuer avec un paroxysme en 2009.

Cette année là, les administrations publiques et donc principalement l'état ont dépensé 143 Milliards d'Euros de plus que le total de toutes les recettes.

Pour comparaison l'impôt sur le revenu avait rapporté au total 41 Mds d'euros. (net)

Le PIB de la France était de 1 889 Milliards d'Euros, le déficit a représenté 7.6% du PIB.

DEFICIT PUBLIC SOUS CHAQUE PRESIDENCE DEPUIS 1950

Le solde public a été positif sous les présidences de Charles de Gaulle et Georges Pompidou.

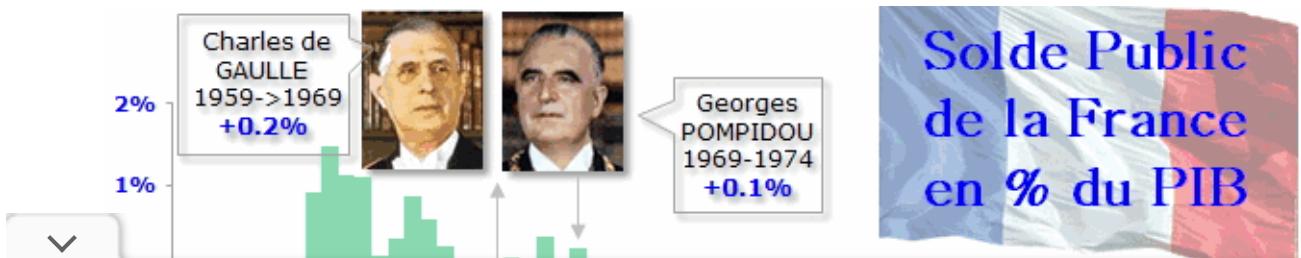
Depuis la dégradation est assez continue et nous vivons actuellement les pires années depuis 1950 du point de vue des déficits.

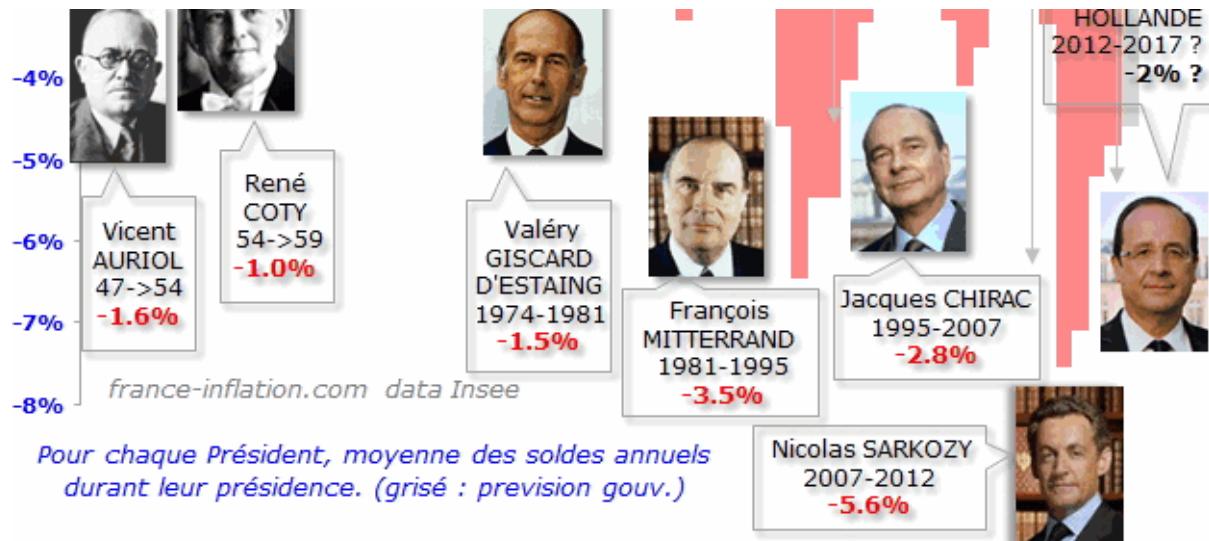
Ces déficits alimentent année après année notre dette publique, avec les intérêts des emprunts contractés.

Ce qui est regrettable est le constat des différentes analyses ayant été faites au sujet de ces recours aux emprunts:

La France s'endette non pas pour assurer des investissements long terme, ce qui alors serait assez justifié, mais majoritairement pour assurer des dépenses de fonctionnement. Un peu comme si les ménages s'endettaient pour payer leurs dépenses alimentaires : c'est normalement une extrémité à éviter.

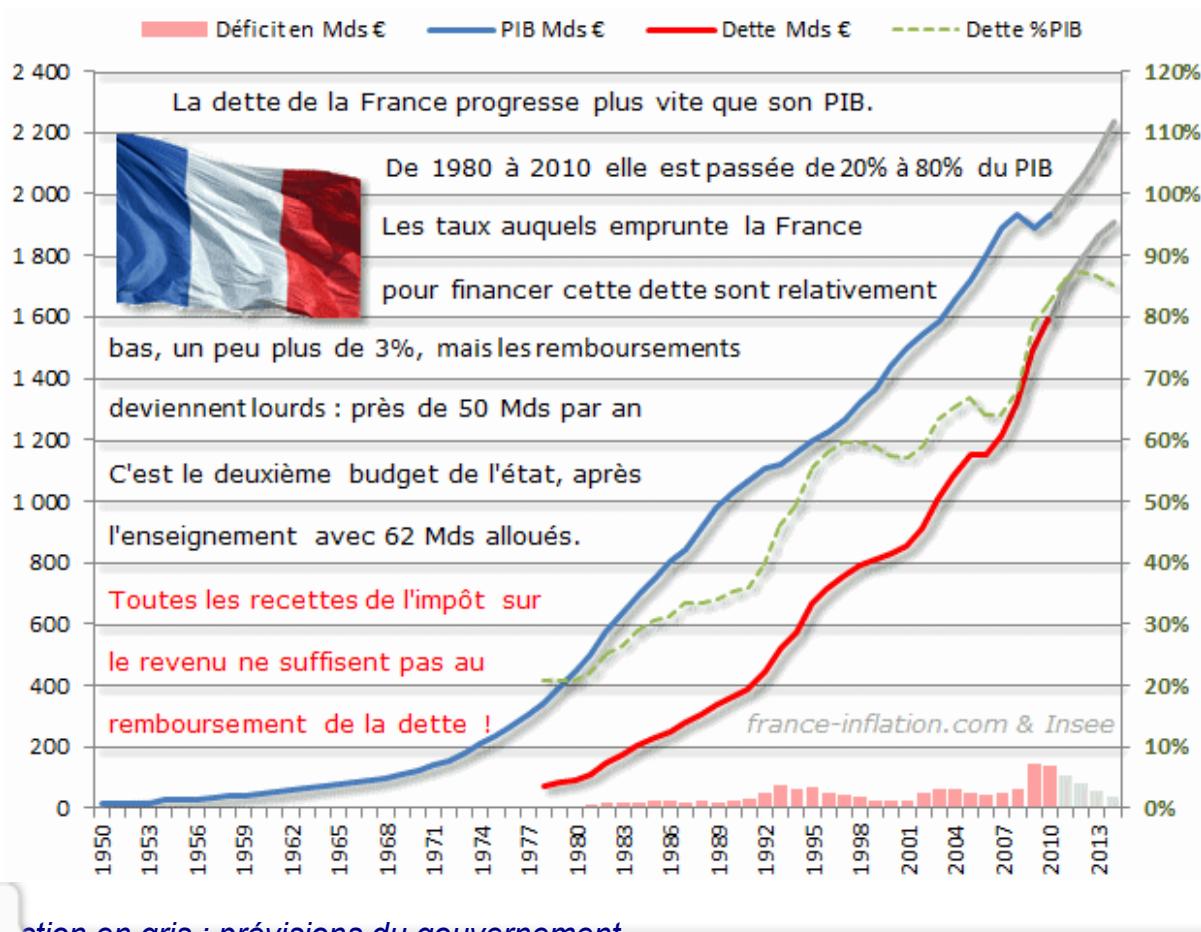
► [rapport Pebernau 2005 "Rompre avec la facilité de la dette publique" ...](#)





DETTE PUBLIQUE DE LA FRANCE

La dette publique est l'accumulation des déficits et des intérêts des emprunts contractés. Fin 2011, la dette devrait être proche de 1 700 Milliards d'Euros
 La barre des 2 000 Milliards s'approche, nous devrions la franchir vers 2015 si des déficits ne sont pas maîtrisés, un peu après dans le cas contraire.



C'est le deuxième budget de l'état, après l'enseignement avec 62 Mds alloués.
 Toutes les recettes de l'impôt sur le revenu ne suffisent pas au remboursement de la dette

BUDGET DE LA FRANCE DEPUIS 1960 : SOLDE DES

ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Années	1960	1970	1980	1990	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Dépenses de fonctionnement	7	20	83	187	273	325	334	344	354	368	377	380	390
Prestations Sociales et transferts	8	25	101	260	384	490	512	533	554	590	605	620	625
Acquisitions d'actifs (non financiers)	1.4	5	15	37	46	59	60	65	66	68	62	63	30
Total dépenses avant Dette Mds €	16	49	199	485	703	874	906	942	973	1026	1045	1063	51
Recettes de production	1	3	13	30	48	56	60	63	66	68	71	73	51
Revenus de la propriété	0.4	1.6	4.1	13	10	11	13	16	18	16	15	16	61
Impôts et cotisations sociales, transferts	16	46	186	444	664	803	837	862	882	845	873	926	39
Total des recettes Mds €	17	50	203	486	722	869	910	941	965	929	958	1015	41
Solde Primaire (avant Dette) Mds €	1.1	1.1	4.2	1.7	19	-4.5	3.9	-0.9	-8	-97	-87	-48	
en % des recettes%	6.5%	2.2%	2.1%	0.3%	2.7%	-0.5%	0.4%	-0.1%	-0.8%	-10.5%	-9%	-4.8%	
Intérêts de la dette Mds €	0.5	1	5.4	27	42	46	47	51	57	46	51	55	
en % des recettes%	2.9%	2%	2.7%	5.6%	5.7%	5.3%	5.1%	5.4%	5.9%	5%	5.3%	5.5%	

▼ Final

Prenez le temps de parcourir ce tableau, il permet de mieux comprendre les origines de la dette.

Il s'agit du budget de toutes les Administrations Publiques (APU) c'est à dire l'Etat, les Administrations Centrales, les Administrations Publiques Locales, les Administrations de Sécurité Sociale

La partie haute du tableau présente les dépenses, avant les charges liées au remboursement de la dette.

Ces dépenses ont augmenté de 49% entre 2000 et 2010, sachant que les prestations sociales ont elles augmentées de 58%.

La partie centrale présente les recettes. Elles ont augmenté de 33% entre 2000 et 2010 donc pas suffisamment pour compenser la hausse des dépenses.

Ensuite vient le solde primaire : très important à connaître car ce solde est établi sans les charges liées à la dette :

Si ce solde primaire est négatif, cela veut qu'il faut emprunter pour boucler le budget et ainsi alimenter la dette.

C'est ce qui se produit depuis 2002, le solde primaire est déficitaire avec même une "explosion" en 2009 et 2010.

Ensuite vient la charge de la dette.

Pour se financer, l'état émet des obligations (OAT durée de vie 7 à 50 ans) des Bons du Trésor (BTAN 2 à 5 ans BTF 1 an) à des taux fixes ou indexés dépendant de la demande du marché.

Pendant la durée de vie de chaque obligation ou bon , l'état assure le paiement de son taux (ou coupon) aux créanciers.

A la fin de la vie de l'obligation ou bon (son échéance) l'état doit rembourser son montant au créancier.

Au fil des émissions, l'état détient tout un panel d'obligations et de bons avec des durées de vie (maturité) et des taux variés.

L'agence France Trésor gère la partie de la dette correspondant à l'état (et non celle des autres administrations citées).

Fin 2011, la durée moyenne des obligations constituant cette partie de la dette était de 7 ans et 57 jours

Pour 2012, il va falloir rembourser les Obligations et Bons dont voici la liste car ils arriveront à échéance :

BTAN 3,75% 12 janvier 2012 : 14,787 Mds

BTAN 4,5% 12 juillet 2012 : 15,160 Mds

BTAN 0,75% 20 septembre 2012 : 12,402 Mds

OAT 5% 25 avril 2012 : 17,796 Mds

OAT€i 3% 25 juillet 2012 : 13,413 Mds (OAT indexée)

OAT 4,75% 25 octobre 2012 : 18,716 Mds

OAT 8,5% 26 décembre 2012 : 5,436 Mds

Total BTAN 42,349 Mds + OAT : 55.362 Mds = 87,711 Mds

De plus, le budget de l'état va être déficitaire en 2012 avec une prévision de - 78.7 Mds

garant une augmentation des recettes (rigueur) et un contrôle des dépenses. **Au total, il**

prêteurs perdraient toute confiance et voudraient récupérer leur biens, on coulerait. Dans le cas de la chaloupe, il faut boucher le trou et continuer d'écoper pour la vider suffisamment afin qu'elle puisse naviguer.

Pour l'Etat, il faut avoir un budget primaire positif afin de pouvoir rembourser la dette. Maintenant, il n'est pas nécessaire d'arriver à une dette nulle, le seuil de 60% retenu comme critère de convergence semble optimum mais cela dépend aussi de la croissance

...

Sur notre tableau, on trouve une ligne : Intérêt de la dette. Comme on l'a vu, nous ne sommes pas en situation de rembourser la dette étant donné notre solde primaire déficitaire, les OAT ou Bons arrivant à échéance doivent être aussitôt remplacés par d'autres pour garder l'équilibre.

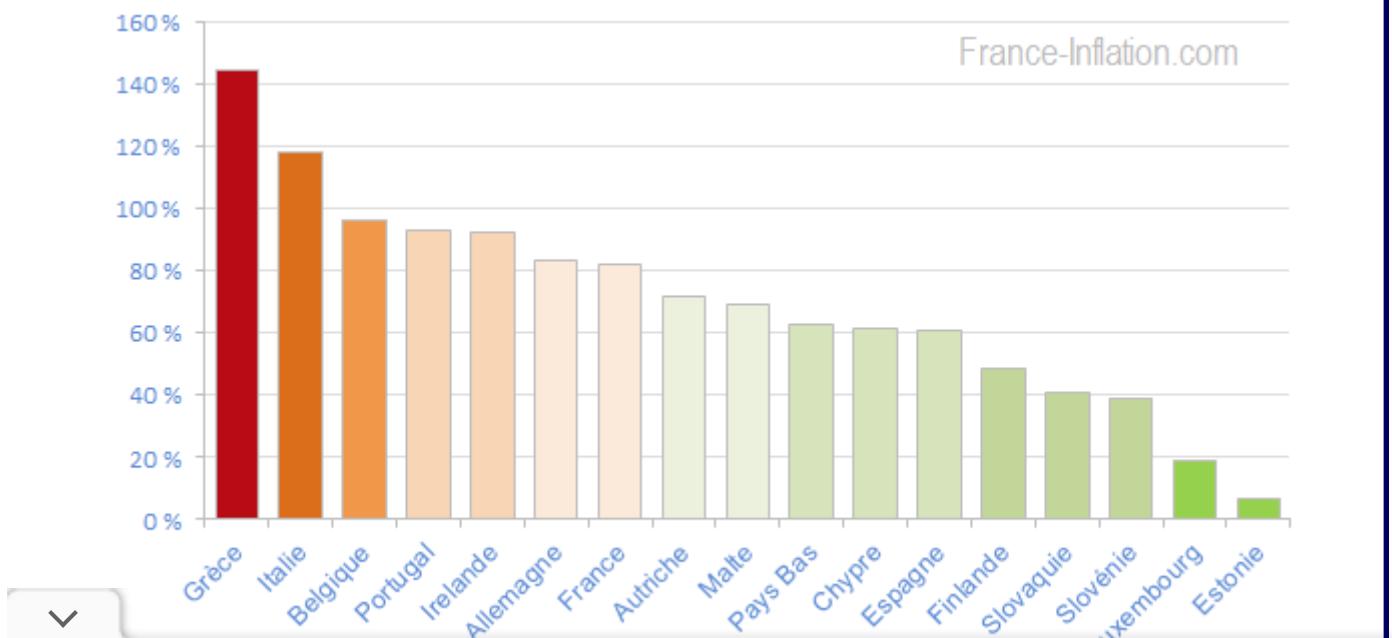
Ce que l'on voit ici ce sont les intérêts ou coupons payés aux créanciers : pour une ligne OAT 10 ans 3% de 100 millions d'euros, il faut payer à 3% chaque année au créancier soit 3 millions d'euros et lui restituer ses 100 millions au bout de 10 ans. Ce sont ces intérêts que l'on voit ici.

Les intérêts représentaient donc 47.2 Milliards d'euros en 2011, ce qui les place en deuxième poste de dépense juste après l'enseignement.

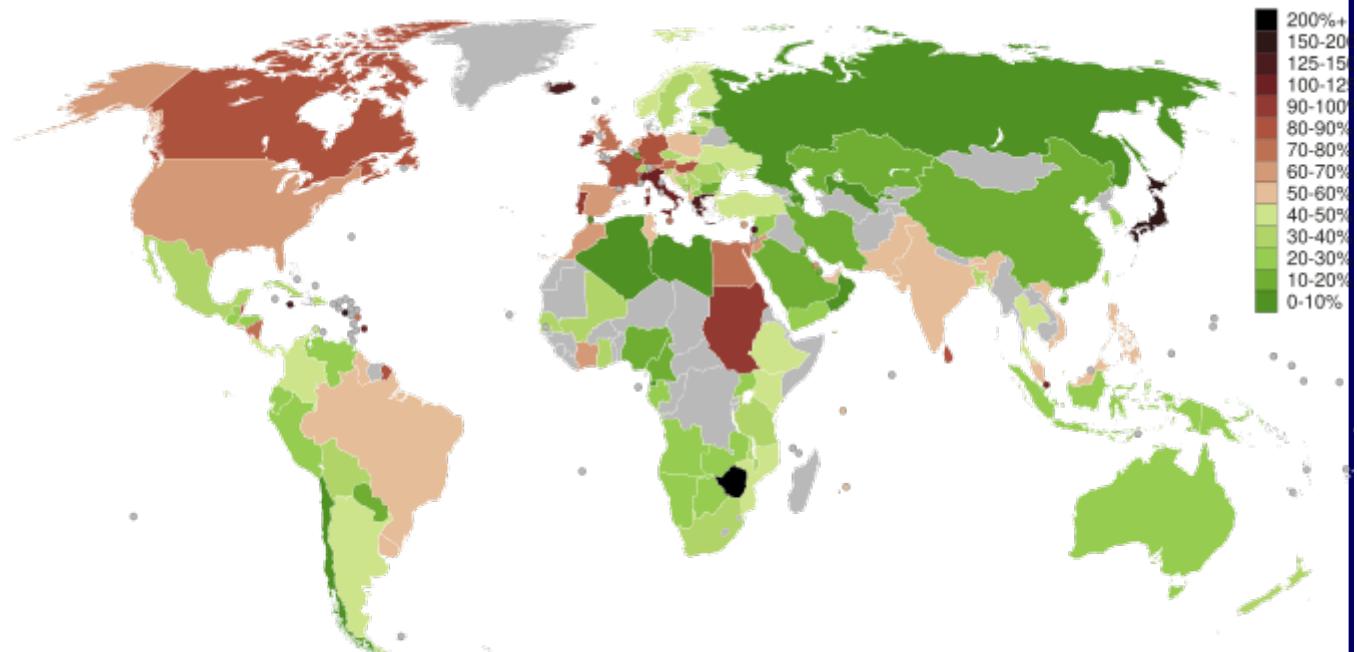
Il est aussi quelque peu décevant pour le moins de constater que tout l'impôt sur le revenu dont on parle pourtant beaucoup et qui a rapporté 41 Mds d'euros en 2011 ne sert finalement qu'à payer des intérêts aux créanciers et même ne suffit pas pour cela.

On arrive enfin à la partie basse du tableau, le solde final, résultat de tout ce qui vient d'être expliqué avec des dépenses supérieures aux recettes de 14 à 15% en 2009 et 2010.

DETTE PUBLIQUE DE LA FRANCE PAR RAPPORT AUX AUTRES GRANDES ECONOMIES



DETTE DES PAYS DANS LE MONDE en % du PIB EN 2010



By Public debt percent gdp world map.PNG: RokeBlankMap-World8.svg: AMK1211derivative work: Master Uegly [CC-BY-SA-3.0], via Wikimedia Commons

DETTE DE 137 PAYS DANS LE MONDE en % du PIB et SOLDE PUBLIC estimé 2011

Rang	Pays	Dette %PIB	Solde %PIB	Dette Mds\$	Solde Mds\$	PIB Md
01	Zimbabwe	230.8 %		21		9.2
02	Japan	208.2 %	-8.5%	12190	-498	5855
03	Saint Kitts and Nevis	200.0 %	0%	1	0	0.7
04	Greece	165.4 %	-9.6%	516	-30	312
05	Lebanon	137.1 %	-9.8%	57	-4	41.5
06	Iceland	130.1 %	-6%	18	-1	14.1
07	Antigua and Barbuda	130.0 %	-4.9%	2	0	1.3
08	Jamaica	126.5 %	-5.2%	19	-1	14.7
09	Italy	120.1 %	-3.6%	2697	-81	2246
10	Singapore	118.2 %	0.3%	315	1	266.5
	Ireland	107.0 %	-10.1%	237	-22	221.7

17	Egypt	85.7 %	-10.6%	199	-25	231.9
18	France	85.5 %	-5.8%	2401	-163	2808
19	Belize	83.6 %	-3.3%	1	0	1.5
20	Canada	83.5 %	-3.8%	1469	-67	1759
21	Hungary	82.6 %	-2.9%	110	-4	133.1
22	Germany	81.5 %	-1.7%	2958	-62	3629
23	United Kingdom	79.5 %	-8.8%	1972	-218	2481

Source : [cia.gov the world factbook](https://cia.gov/the-world-factbook)

Commentaires des précédents visiteurs

Polo

2024-07-04 10:39:12

bonjour, merci pour toutes ces données ! j'ai l'impression que la plupart d'entre elles (dette, pib, prélèvements obligatoires, budget, ...) sont présentées en euros courants, c'est-à-dire sans tenir compte de l'inflation.

publiez-vous les mêmes données en euros constants, c'est-à-dire ramenées à une année de base ? cela serait plus parlant.

merci à vous.

MARCILLY

2020-07-12 10:30:14

bonjour,

je désirerais inclure dans un petit ouvrage sur l'économie mondiale que je souhaite publier avant la fin de cette année, deux de vos figures publiées sur ce site. il s'agit de la seconde figure intitulée « historique et prévisions taux de prélèvements obligatoires » (de 1960 à 2016) et de la troisième figure intitulée « soldes public de la france en % du pib » qui montre pour chaque président la moyenne des soldes annuels durant leur présidence.

me autoriseriez-vous à utiliser ces deux figures ?

cordialement.

christian marcilly

de Cordier

2020-06-09 18:53:49

très instructif ces tableaux et on peut se demander pourquoi lors des présidences de Charles de Gaulle et Georges Pompidou les budgets étaient tous en équilibre, le choc pétrolier de 1973 à lui tout seul n'explique pas cette dérive budgétaire

plus de cadeaux en espérant que la populasse paie pour que les entreprises distribuent toujours plus de dividendes aux riches.c'est sur qu'en laissant nos soit disant grands industriels délocaliser nos entreprises et donc faire disparaître nos emplois il n'y a plus de rentrée d'argent.donc désolé mais je remercie donc toute la génération de mai 68.

Mouna77

2020-03-15 12:09:21

votre site est très intéressant et pédagogique, mais pourquoi n'est-il pas mis à jour au moins une fois par an. le tableau de la dette de la france avec chaque présidence est très explicatif. mais cela fait 8 ans qu'il n'a pas bougé ! pourriez-vous le mettre à jour ? merci

BEDIN

2020-01-19 11:38:14

réponse à "france" ...

lorsque la puissance publique effectue un gros investissement, style "génissiat" en 1945, elle l'effectue pour plusieurs générations à venir, il serait impossible de le réaliser avec la trésorerie du moment ... prenez maintenant la réalisation d'une voie ferrée de 15 mds ? (lgv du sud) qui va être construite pour 2 ou 3 siècles ... comment trouver la trésorerie sur le moment ?... seul un emprunt intégrant les générations futures le permet, sinon ce serait une politique "stalinienne" qui sacrifiait les générations présentes aux futures !... les banques centrales sont maintenant rompues à cet exercice, depuis roosevelt, qu'elles n'avaient pas compris avant ... la dette française est pleine de cette bonne dette : c'est pour cela qu'elle est recherchée ... vous ne verrez jamais un bon capitaliste risquer un capital pour plus que la durée d'une vie d'homme, ça se comprend ... dormez tranquille, vive la dette constructive ... cela aide à la formation d'une masse monétaire abondante ... sans laquelle rien ne serit possible ...[lien][/lien]

BEDIN

2020-01-19 00:34:36

tout le monde oublie un élément important de la situation française : la population n'est pas de 67 millions d'habitants ... l'insee nous ment sur ordre du gouvernement depuis 50/60 ans : nous allons allègrement vers les 85/90 !... lorsque la vérité éclatera, nous aurons largement ce qu'il faudra en matière de contribuables pour ramener les comptes à un bon niveau ... un grand recensement est prévu, il n'y en a pas eu depuis 30 ans ... il faudra déterminer l'économie souterraine ...que de pénalités à infliger !... nos gouvernants savent cela, c'est pour cela q'ils ne se désespèrent pas !...

jean bedin[lien][/lien]

el khomsi

2019-11-15 11:48:44

France en dette depuis 1956-1959-1987-1990

emprunts que j'ai acquis.nos grands chefs d'État eux sont toujours là!!!

auzanneau danièle

2019-04-01 09:45:41

pourquoi les stats sont arrêtées à fin 2016 ?

un tel tableau qui permet de comprendre très facilement l'état des finances de la france devrait être mis à jour régulièrement et envoyé à tous les français

merci

Vous pouvez poster ici votre propre commentaire au sujet de cette page.

*Nom:

e-mail:

(Nécessaire pour avoir une réponse, ne sera pas diffusé)

*Commentaire:

Afin que la publication des commentaires reste libre, veillez à rester respectueux des autres.

Cet espace est modéré, les liens vers d'autres sites ne sont plus admis.



saisir le code

Publier

26/06/2025 07:11 Déficit de la France : la dette publique augmente et atteint 3 345,8 liards d'euros au premier trimestre 2025, selon l'Insee (France Info)

de la France (L'Express)

31/05/2025 07:00 Dette publique : Standard & Poor's laisse un répit à la France, alors que le pays affiche le pire déficit public de la zone euro (CNews)

30/05/2025 07:00 Dette publique : pourquoi la note de Standard & Poor's est-elle si attendue ce vendredi ? (CNews)

29/05/2025 07:00 Alors que la France est empêtrée dans ses déficits, le FMI félicite l'Italie pour son excédent budgétaire (et l'encourage à faire encore mieux) (BFMTV)

▷ :

Mutuelle Senior dès 17€ / mois

Cette nouvelle
mutuelle fait
économiser jusq
829€/an aux retr

Mutuelle Senior

En savoir plus >

28/05/2025 07:00 Dette, notation' Pourquoi l'état des finances américaines fait de plus en plus débat (Ouest-France)





Batterie de Stockage Inclus

Electricité en hauss
solution ultime po
remédier va vous surp



LesEchos.fr

A LA UNE

01/05/2025 17:59

1er-Mai : les menaces sur l'emploi et sur la paix au cœur des défilés

Les responsables de gauche se sont joints ce jeudi matin aux manifestants à Dunkerque, en soutien aux salariés d'ArcelorMittal. Quelques 270 cortèges étaient organisés pour le 1er mai dans toute la France. D'après le ministère de l'Intérieur, il y a eu 157.000 manifestants, dont 32.000 à Paris, soit davantage que l'an dernier.
suite...

01/05/2025 07:16

Travailler le 1er-Mai : six questions sur un débat clivant

Des sénateurs centristes ont déposé une proposition de loi pour faciliter les ouvertures de

financement de l'apprentissage aux partenaires sociaux. Les objectifs sont partagés mais les conséquences sont jugées encore floues.
suite...

30/04/2025 17:28

Le plan du gouvernement pour mieux préparer les services publics aux crises

Le ministre de l'Action publique, Laurent Marcangeli, a présenté ce mercredi un « plan de résilience des services publics face aux crises », avec un focus sur les risques cyber.
suite...

01/05/2025 07:40

Pourquoi la consommation des Français ne décolle pas

Malgré une amélioration du pouvoir d'achat des ménages, les dépenses en biens ont chuté de 0,6 % au premier trimestre selon l'Insee.
suite...

01/05/2025 07:39

TVA des autoentrepreneurs : le nouveau recul de Bercy

Mise en place dans le budget 2025, puis gelée le temps d'une concertation, la franchise unique de TVA sur les petits entrepreneurs est à nouveau suspendue jusqu'au prochain projet de loi de finances. Une victoire pour les autoentrepreneurs.
suite...

30/04/2025 13:41

Prix du gaz, aides sociales, covoiturage? Ce qui change au 1er mai

Prix du gaz en baisse, prestations sociales revalorisées, voie de covoiturage sur le périphérique parisien? Tour d'horizon des changements à prévoir en ce mois de mai.
suite...

30/04/2025 09:26

Energie en baisse, alimentation en hausse : l'inflation reste à 0,8 %

La diminution remarquable des prix de l'énergie sur un an est compensée par la remontée des prix de l'alimentation. Au global, l'inflation reste sage en avril, souligne l'Insee.
suite...

30/04/2025 14:17

Syndicats : pourquoi les cortèges du 1er-Mai s'annoncent peu fournis

Le millésime de la fête du Travail s'annonce modeste, très loin des cortèges de 2023 contre la réforme des retraites. Le rendez-vous sera célébré en ordre dispersé.
suite...

30/04/2025 16:52

Croissance : l'inquiétante panne de l'économie française

Après avoir reculé fin 2024, le PIB a progressé de 0,1 % au premier trimestre, selon l'Insee. Aucun moteur ne soutient vraiment l'activité. Le ministre de l'Economie Eric Lombard maintient sa prévision de croissance à 0,7 % mais prévient que « ça va être un combat ».
suite...





Jusqu'à 392€
d'économie par an

Faites de vraies économies
jusqu'à 392€ par an par mois
200 Offres d'assurance



*** Mettre en favoris Copyright France Inflation 2008, tous droits réservés
Avertissement *Contact* *** [Outil Webmaster](#) [Confidentialité](#)

[Paramètres concernant la confidentialité et les cookies](#)
Géré par Google. Conforme au TCF de l'IAB. ID de CMP : 300

